

Jean-François BAYART

L'État en Afrique. La politique du ventre (1999)

Un ouvrage dense et érudit pour comprendre le (dys)fonctionnement de l'État et les réseaux de pouvoir dans « les » Afriques noires.

Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 1999, rééd. 2006, 439 p.

L'AUTEUR

Jean-François Bayart (1950-) a dirigé le CERI et est chargé la collection « Recherches internationales » aux éditions Karthala. Ses études ont d'abord porté sur la criminalisation de l'État en Afrique, les réseaux du pouvoir et la corruption, puis son champ de recherche s'est élargi aux *postcolonial studies* et plus récemment à la question de l'identité dans la République française.

MOTS-CLÉS

corruption (politique du ventre), État (État rhizome), réseau, violence, Afrique.

L'ESSENTIEL

L'État en Afrique, un concept importé en butte à la tradition.

J.-F. Bayart part du déni des Européens au sujet de l'histoire précoloniale africaine. À les en croire, elle serait restée « *enclavée* » (p. 20), fermée au monde, jusqu'au « *viol du continent* » (p. 21) pendant la colonisation. Il s'interroge alors sur la greffe de l'État en terre subsaharienne et les interprétations des « *manipulations extérieures* » (p. 22) dont le continent fut victime après la décolonisation.

Il articule son propos autour de la question de l'autonomie de l'État et sa prétendue « *exogénéité* » (p. 26). Deux écoles s'affrontent : pour les « *développementalistes* », la greffe de l'État a pris dans les sociétés africaines à partir de la colonisation, soucieuses de résister à la tradition. Cette école nie les racines autochtones et précoloniales de l'État. Quant aux « *dépendantistes* », ils refusent à l'État africain toute autonomie, en faisant le jouet des anciennes métropoles ou du système économique mondial. L'État en Afrique se serait construit par mimétisme (B. Badie*, P. Birnbaum). Pour beaucoup, les nombreux régimes despotiques prouvent le rejet de la greffe de l'État. Ils l'expliquent surtout par l'absence de société civile structurée.

Il remet en question l'hypothèse de sociétés « *englué[e]s dans la tradition* » (p. 28) en observant les liens entre sociétés lignagères (claniques) et État. Ces lignages auraient d'abord constitué des pôles de résistance à l'État, comme le montre l'exemple des Diola de Casamance, hostile à la pression centralisatrice de Dakar à l'indépendance (1960). Ce rejet apparaît à l'auteur comme le reflet de l'égalitarisme dans ces sociétés traditionnelles et gérontocratiques. Imposer une hiérarchie verticale, celle de l'État, à des sociétés horizontales, fondées sur le lignage, était impossible. D'autant que les Européens ont souvent nommé « chefs » du nouvel État ceux qui s'étaient les premiers soumis à leur pouvoir mais n'avaient pas réellement de légitimité. Ces chefs percevaient

en outre un « *pourcentage des impôts qu'ils collectaient et bénéficiaient de diverses rétributions* » (p. 101). Une classe d'hommes nouveaux est apparue, parmi les commerçants enrichis par l'économie de rente et les intellectuels. Ils se retrouvent à la décolonisation maîtres des ressources d'État (le cadastre, le crédit, le fisc, les douanes, l'aide publique au développement...).

L'auteur explique que ces élites se sont « *réapproprié* » l'État (p. 179), là où les Européens avaient assis de manière autoritaire leur domination en confisquant les moyens de production (en pays kikuyu au Kenya, dans le Nord-Ouest angolais, au Congo belge, en Rhodésie du Sud). Il y voit un « *processus de cristallisation d'une identité ethnique* » (p. 184), une ethnie prenant l'ascendant sur les autres. Souvent, dans les pays côtiers, par rejet du système colonial, les minorités côtières ont été marginalisées au profit des peuples de l'intérieur. Par exemple, la victoire du Bloc démocratique sénégalais de Léopold Sédar Senghor¹ sur la SFIO de L. Gueye coïncidait avec celle des « *broussards* » sur les gens de la côte. Bon nombre de régimes sont cependant des « *compromis [...] entre modernisation conservatrice et [...] révolution sociale* » (p. 190).

◆ La « politique du ventre »

L'auteur en arrive au point central de sa thèse, la « *politique du ventre* ». Il désigne par cette métaphore le système de corruption et de délinquance généralisé dans les réseaux fondamentaux de ces sociétés, des « *espaces politiques autour de l'État* » (p. 300) véhiculant une forme « *d'oppression sociale* » (p. 301). La « *politique du ventre* » est ainsi nommée car elle est souvent animée par la faim, notamment chez les plus pauvres happés par le mirage du développement. Elle a prospéré sur les inégalités coloniales car « *l'État a capté à son profit [...] le surplus et la rente d'exportations agricoles [...] par le biais des offices de commercialisation* » (p. 91). Souvent les cultivateurs ont été paupérisés au profit des catégories citadines, accélérant la détérioration de la situation des campagnes (sur le plan des écoles, des routes...).

En Afrique, « *les réseaux se structurent dans l'inégalité et sont producteurs d'inégalité* » (p. 91). L'auteur analyse comment se construit la domination sur un réseau ; pour créer un comité local de parti politique, « *l'entrepreneur politique* » (p. 282) vend des cartes de ce parti, par exemple lors d'une fête de quartier. Ce bureau se dote d'un secrétaire général et d'un trésorier, choisis par un simple vote à main levée, attestant « *l'ascension d'un patron et de son équipe* ». Pour devenir « *délégué de quartier* », et donc l'interlocuteur de l'administration, tous les coups sont permis : choisir ses militants, donner de fausses indications sur des lieux de réunion à son adversaire, acheter la totalité du carburant disponible pour en priver son ennemi. Le pouvoir de l'élu sur la vie sociale du quartier devient total, il règle jusqu'aux disputes. Le recrutement des adhérents est un moment clef pour asseoir son autorité. Comment faire pour se concilier les faveurs d'une clientèle ? « *Un puissant cousin peut [...] vous procurer un emploi, un passeport ou un passe-droit [...] adoucir une détention [...], aider votre enfant à entrer en classe de sixième* » (p. 285). Il n'est pas rare de voir un chef d'État distribuer lui-même des sacs de ciment ou du sucre. Le soutien populaire est néanmoins fragile : si la prospérité ne rejaillit pas sur ce réseau, l'élu est accusé de sorcellerie et la « *désapprobation sociale* » peut aller jusqu'à « *l'ostracisme* » (p. 286). Les luttes factionnelles et mafieuses sont donc légion. Cette compétition « *ne se prive d'aucun moyen [...] : homicides, emprisonnements arbitraires, destruction de villages* » (p. 288).

Cette corruption est généralisée et transversale, en vertu du proverbe selon lequel « *les chèvres broutent là où elles sont attachées* » (p. 288). Quand l'enrichissement n'est pas au rendez-vous, la frustration peut avoir des conséquences funestes : l'auteur évoque la transformation de la flotte

1. 1^{er} président de la République du Sénégal de 1960 à 1980.

aérienne zaïroise en compagnie civile par d'anciens officiers opportunistes. Ceux-ci pratiquaient des tarifs bien inférieurs à Air Zaïre ; leur succès leur permettait d'acheter des biens de première nécessité et de les échanger à prix fort à Kinshasa. Les agents de maintenance, écartés du trafic, négligèrent la maintenance des avions et de nombreux accidents furent à déplorer.

Quand un chef d'État disparaît, toute sa clientèle chute en cascade : après la mort de Sékou Touré¹ et l'arrivée des militaires, un « *monopole mafieux* » de 25 ans prit fin (p. 290) : le « *clan Touré* » a été exterminé mais les hauts fonctionnaires sont restés et ont réinjecté dans l'économie des avoirs liés à la contrebande de diamants. La prédation n'est pas l'apanage des puissants : ainsi la ligne haute tension entre le barrage d'Inga et le Shaba fut dépecée pour construire, par « *cannibalisation* » des outils ou des objets divers.

Le banditisme et la délinquance vont de pair avec la corruption ; ils sont le fait de jeunes hostiles au patriarcat et témoignent de « *modes populaires d'action politique* » (p. 303). La frontière entre légalité et criminalité n'est pas étanche et nombre de leaders politiques « *respectables* » la franchissent. « *Tous les acteurs, selon les contextes, tantôt participent à la dimension étatique, tantôt s'en détournent* » (p. 309). Mais ces pratiques n'enlèvent en aucune manière la légitimité de celui qui les exerce. L'homme politique doit en effet être fortuné pour rester légitime ; on ferme volontiers les yeux sur la façon dont il s'est enrichi. La prospérité matérielle est une « *vertu politique* » (p. 296) ; Houphouët-Boigny² discrédita un jour un adversaire en s'écriant « *qu'il ne possédait rien, pas même une bicyclette* » (p. 297). Les trafics divers font partie de l'identité politique subsaharienne : l'auteur rappelle qu'au Zaïre les Kinois disposent pour le crime d'autant de termes que les Esquimaux pour la neige.

La corruption de l'État n'a pas atomisé la société civile : celle-ci exprime ses doléances y compris dans les régimes de parti unique. Ce dernier a été le moyen par lequel les petits se sont frottés à la politique, et « *les régimes les plus répressifs du continent étaient précisément dépourvus d'un véritable parti unique* » (p. 306).

Cette corruption peut aussi consister dans la diffusion de rumeurs, même si à ce terme l'auteur préfère celui de « *murmure* » davantage employé en Afrique (p. 308).

◆ L'« État rhizome »

Ces pratiques ont conduit à l'émergence « d'espaces politiques [...] constitués autour de l'État » (p. 299) et à l'invention de « *modernités politiques particulières* », même si cette modernité a souvent reposé sur la « *coercition* » (p. 300). La domination étatique s'est en effet souvent construite par le « *travail forcé* », le « *ratissage* », l'obligation « *d'interminables manifestations de soutien* » et de « *rituels néo-traditionnels* ».

L'État rhizome signifie donc la superposition des réseaux d'État et de tous les autres réseaux traditionnels pourvoyeurs de culture politique. L'identité politique en Afrique se construit en dehors de l'État : « *L'alimentation, le vêtement, la musique ne sont que peu redevables à l'espace national* » (p. 311). Le poids des réseaux communautaires est davantage créateur de culture politique que l'État.

La vigueur de ces réseaux traduit aussi l'emprise incomplète de l'État sur l'espace national : ses difficultés à imposer l'impôt, la vaccination, la monnaie, sur son territoire en témoignent.

Parmi ces réseaux, les Églises sont sans doute les mieux enracinées et constituent un monde à part : elles « *dédoublent le rhizome étatique de leurs propres réseaux* » et maintiennent ce que

1. 1^{er} président de la République de Guinée de 1958 à 1984.

2. 1^{er} président de la République de Côte-d'Ivoire de 1960 à 1993.

J.-F. Bayart appelle « *l'exit option* » (p. 314), la capacité des individus à exister en dehors des rouages de l'État, notamment par l'encadrement des migrations. C'est le cas de la confrérie Mouride à Touba au Sénégal. Le Khalife de la confrérie expliquait en outre à L. S. Senghor « *nous autres Mourides vivons dans un enclos* » (p. 314). Autour du cadre étatique demeurent une multitude de cercles de sociabilité politique. Ces réseaux s'entrelacent, se court-circuitent mais contribuent aussi à ralentir la mobilité sociale, car « *les hiérarchies se referment sur elles-mêmes et penchent vers la reproduction* » (p. 97)

L'État rhizome conserve un grand pouvoir grâce à sa mainmise sur le foncier et l'immobilier, si bien que l'auteur évoque un « *État patrimonial* », dont le pouvoir tient à l'octroi de la terre. Il conclut que l'État postcolonial, semblable à ses ancêtres coloniaux, est « *inachevé* » (p. 318)

GROS PLAN

ACCÉDER AU POUVOIR EN AFRIQUE ? LES URNES OU LES ARMES. D'après Stephen Smith (*Atlas de l'Afrique*, Autrement, 2009, p. 50), depuis 1960, 107 chefs d'État africains ont été renversés par un coup d'État, une guerre ou une invasion ; 19 seulement sont partis après avoir perdu des élections. Cet état de fait tient à la « *politique du ventre* », toujours en vigueur : les États faibles et corrompus sont victimes de putschs. Les militaires prétendent toujours œuvrer pour rétablir la légalité. Mais les nouvelles autorités ne peuvent s'imposer aux réseaux claniques, qui conservent leur autonomie à l'échelle régionale. On peut citer, en 2010, le coup d'État au Niger mené par une frange de l'armée conduite par le général Hamidou (dit « Pelé »), pour destituer M. Tandja et « *restaurer la démocratie* ». Finalement, en février 2011, M. Issoufou est élu et met fin à la transition militaire. Néanmoins, les rébellions touaregs demeurent régulières, à cause de l'inégalité statutaire entre eux et le pouvoir de Niamey ; ces rebelles agissent dans le MNJ (Mouvement nigérien pour la justice). Une illustration de la permanence de l'État rhizome et du maintien de cultures politiques contestatrices en dehors du giron de l'État.

PORTÉE DE L'OUVRAGE

J.-F. Bayart défend une thèse originale et contestée : les partis uniques auraient été le lieu privilégié d'une politisation primitive des peuples africains. On peut trouver dans le génocide rwandais une preuve de la pertinence de cette hypothèse¹. Après un demi-siècle de coexistence tumultueuse, et de massacres ponctuels mais récurrents, la situation dégénère à partir de 1991 et de la reconnaissance du multipartisme par le Président Hutu, qui a offert une tribune aux mouvances les plus extrémistes et génocidaires.

A. P.

1. Voir la fiche sur Jean Hatzfeld*, *Dans le nu de la vie. Récits des marais rwandais* (Seuil, 2000).